



Revue Interventions économiques

Papers in Political Economy

Hors-série. Transformations | 2014

Un monde en transformation : Perspectives économiques et recompositions régionales depuis la crise de 2007-2008

L'Asie orientale en mutation

East Asia Is Changing

Françoise Nicolas



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/6194>

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Françoise Nicolas, « L'Asie orientale en mutation », *Revue Interventions économiques* [En ligne], Hors-série. Transformations | 2014, mis en ligne le 01 mars 2014, consulté le 01 juin 2019. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/6194>



Les contenus de la revue *Interventions économiques* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.



L'Asie orientale en mutation

Françoise Nicolas

*Directeur, Centre Asie,
Institut Français de Relations Internationales (Ifri),
maître de conférences associé,
Université Paris-Est, Marne-la-Vallée.*

*L'Asie orientale reste très ouverte
sur le reste du monde, et de ce
fait, vulnérable aux aléas de la
conjoncture mondiale*

Le faux départ de la crise financière asiatique de 1997-98

Pour diverses raisons, la crise financière de 1997-98 a marqué un tournant pour l'ensemble de la région d'Asie orientale. En effet, en mettant en évidence la force des interdépendances existant au sein de la région mais aussi certaines faiblesses résultant d'une intégration vraisemblablement trop rapide à la mondialisation financière alors que les systèmes financiers nationaux étaient insuffisamment préparés, la crise a incité les pays à se lancer dans un vaste effort de coopération à l'échelle régionale, ce qui n'avait jamais été le cas jusque-là. Compte tenu de la nature de la crise, la coopération se concentrera tout naturellement sur la sphère financière, notamment à travers la création de l'Initiative de Chiang Mai (ICM), qui est un mécanisme d'assistance financière adossé à des accords de swap.

L'effort d'intégration est resté néanmoins incomplet. Tout d'abord, la coopération restera confinée à la finance et les évolutions récentes en montreront les limites puisque le mécanisme d'assistance demeurera inutilisé. En outre, les accords commerciaux préférentiels signés par les pays d'Asie orientale à compter du début des années 2000 ne sauraient être interprétés comme les signes d'une volonté d'intégration régionale institutionnalisée : en général bilatéraux, ces accords concernent dans la majorité des cas des partenaires non asiatiques. Dans le domaine commercial, la région d'Asie orientale demeurerait donc une exception où intégration économique *de facto* et intégration institutionnelle n'allaient pas de pair.

La crise financière globale de 2008-09, révélatrice des forces et faiblesses de l'Asie

Le recentrage de l'économie mondiale vers l'Asie orientale semble désormais un fait acquis. Depuis près de deux décennies maintenant, la Chine s'est imposée comme une puissance économique de premier plan et les difficultés économiques américaines nées de la crise financière de 2008-09 n'ont fait qu'accroître le caractère spectaculaire des performances asiatiques et pousser la Chine à affirmer sa puissance économique de manière de plus en plus assumée. Les autres pays d'Asie ont clairement tiré parti de la forte croissance chinoise, soit du fait de leur statut de fournisseurs de matières premières, soit en raison de leur intégration à des réseaux régionaux de production particulièrement bien structurés autour de la Chine. En raison du phénomène dit de fragmentation de la production, les liens entre les économies asiatiques sont aujourd'hui beaucoup plus étroits que dans les années 1980, période à laquelle les échanges régionaux s'articulaient essentiellement autour du Japon.

L'étroitesse de ces liens intra-régionaux peut toutefois présenter certains effets pervers, les chocs encaissés par un pays pouvant se propager très rapidement au reste de la région à travers les réseaux régionaux de production. Ainsi la crise de 2008-09 a démontré que les tenants de la thèse du découplage s'étaient trompés, et que l'Asie orientale restait très ouverte sur le reste du monde, et de ce fait, vulnérable aux aléas de la conjoncture mondiale.

Une nouvelle stratégie économique au succès incertain

La prise de conscience de cette double réalité a renforcé la conviction des responsables de la région de la nécessité de s'appuyer plus résolument sur leurs propres forces et de réduire leur dépendance à l'égard des marchés occidentaux (notamment américain) mais aussi des opportunités d'investissement qui y sont offertes. Maintenir l'épargne asiatique dans la région et la consacrer à des projets locaux est désormais devenu un objectif prioritaire. De la même manière, tous les efforts sont faits pour encourager le développement du marché chinois, et au-delà, asiatique. La réorientation des politiques économiques pour atteindre ces objectifs est aujourd'hui parfaitement claire. L'expansion des marchés de consommation en Asie orientale et la montée en gamme de la production chinoise devraient déboucher sur un changement assez profond de la nature des interdépendances dans la région, marqué par une réduction de l'intégration verticale.

Parallèlement, les efforts de coopération régionale ont repris au lendemain de la crise financière globale, avec la multilatéralisation de l'ICM, qui a permis un accroissement tant de la force de frappe du dispositif d'assistance financière que de son efficacité, mais aussi le lancement d'un vaste projet d'intégration dit Partenariat économique régional élargi (*Regional Comprehensive Economic Partnership* – RCEP), qui regroupe les dix économies de l'ASEAN et leurs six principaux partenaires dans la région (Chine, Corée du Sud, Japon, Australie, Nouvelle-Zélande et Inde). Ce projet lancé à l'initiative de l'ASEAN a été rapidement appuyé par la Chine, qui y voit sans nul doute un moyen d'imprimer sa marque sur la région.

Si le glissement de l'Asie orientale du statut d'atelier du monde à celui de marché ne fait plus guère de doute aujourd'hui, l'avenir institutionnel de l'Asie est loin d'être scellé. Il n'est pas sûr en effet que les efforts d'intégration régionale évoqués plus haut puissent aboutir face au projet concurrent de Partenariat transpacifique (TPP) soutenu par les États-Unis et auquel participent plusieurs des économies d'Asie, comme Singapour, Brunei, la Malaisie, le Vietnam, le Japon, mais aussi l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Comme le montre ce projet, l'influence des États-Unis n'est pas près de disparaître dans la région et la probabilité est en réalité assez élevée que l'avenir de la région dépende encore longtemps du grand partenaire américain.